



Conseil économique et social

Distr. générale
17 septembre 2015
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire 2016

25 janvier- 3 février et 16 février 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Comité japonais pour ONU-Femmes	3
2. Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours	4
3. Fondation Lama Gangchen pour la paix dans le monde	5
4. Institut coréen pour les femmes et la politique	6
5. Internationale libérale	8
6. IOGT International	9
7. Isfahan Human Rights and Development Organization	10
8. Japan Federation of Bar Associations	11
9. Jeune chambre internationale (JCI)	13
10. Join Together Society	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Jubilee Campaign (JC)	15
12. Kikandwa Rural Communities Development Organization (KIRUCODO)	16
13. Legiao da Boa Vontade (LBV)	18
14. Life Ethics Educational Association	19
15. Life for Relief and Development	20

1. Comité japonais pour ONU-Femmes

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Le Comité japonais pour ONU-Femmes est une organisation non gouvernementale indépendante qui soutient la mission de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes).

Objectifs et mission

Le Comité japonais a pour objectif de contribuer aux activités d'ONU-Femmes et à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme. Le Comité entreprend des activités de sensibilisation au sujet d'ONU-Femmes et des problèmes mondiaux concernant les femmes. Il appuie également ONU-Femmes par des activités de collecte de fonds pour soutenir ses projets en faveur des femmes dans le monde entier, et en particulier en Asie.

Changements à signaler

Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) étant devenu ONU-Femmes en 2011, le nom officiel du Comité japonais pour UNIFEM a été modifié en Comité japonais pour ONU-Femmes. En conséquence, certains amendements ont été apportés à sa Constitution. Le nom du Comité japonais a été modifié en 2013 pour accroître la sensibilisation du public, bien que le nom en anglais soit resté le même.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Comité a dirigé plusieurs projets, notamment la « Constitution d'un fonds d'affectation spéciale pour éliminer la violence à l'égard des femmes » en 2011-2013, « Amélioration de l'émancipation économique des femmes en renforçant la chaîne logistique de l'artisanat du bambou au Cambodge », en 2011-2013, « Les femmes, la paix et la sécurité à Aceh (Indonésie) » en 2011, l'amélioration des capacités des femmes vivant avec le VIH : « Connaissez et revendiquez vos droits » au Vietnam, en 2012.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Comité a participé aux réunions mondiales des Comités nationaux d'ONU-Femmes qui ont eu lieu pendant toute la période considérée dans le rapport et à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Se fondant sur sa mission comme Comité national d'ONU-Femmes, le Comité a soutenu ONU-Femmes en attirant l'attention des citoyens japonais sur ses activités et ses programmes et en recueillant des dons auprès du secteur privé et de particuliers.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2011, le Comité japonais a lancé à ses membres un large appel en faveur de la campagne « Dites non à la violence à l'égard des femmes » et il a organisé la formation de Wen-Do (l'art de l'auto-défense pour les femmes) en coopération avec des universités et des centres pour femmes. En décembre 2013, il a organisé le symposium « Les femmes peuvent participer bien davantage! Comment les principes de l'autonomisation des femmes vont changer notre travail à l'avenir ». En 2014, parallèlement à l'Assemblée mondiale des femmes à Tokyo organisée par le Gouvernement japonais, le Comité a organisé une manifestation intitulée « Connaître les femmes dans le monde grâce à ONU-Femmes » avec quatre DVD d'ONU-Femmes.

2. Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours est une organisation humanitaire et apolitique qui parraine des opérations de secours et des projets de développement.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission de soulager les souffrances, de favoriser l'autonomie des personnes et des familles du monde et de fournir des possibilités de service.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation intervient d'urgence lors de catastrophes et encourage les droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Avec le Département de l'information, l'organisation a coordonné le Forum ayant la plus grande participation « Focus on Faith » sur la « Découverte du mormonisme et son rôle dans l'aide humanitaire », le 27 février 2014. L'organisation a coparrainé une manifestation parallèle avec le Botswana pendant la Commission sur la condition de la femme, le 6 mars 2013. Elle a également assisté aux réunions suivantes :

- Toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme, à Genève;
- « Dialogue sur les défis de protection » du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les 11 et 12 décembre 2013;
- Cinquante-sixième et cinquante-huitième sessions de la Coalition pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au Rwanda et en Ouganda, l'organisation a coopéré avec le HCR à des projets d'eau salubre, de fosses septiques, de latrines, de formation en matière d'hygiène, de soins de la vue, de formation en réanimation néonatale et de santé des femmes. Elle a collaboré avec le Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies (FISE) en Asie et en Afrique pour des vaccinations et la formation en réanimation néonatale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée dans le rapport, plus de 3 millions de personnes dans 55 pays ont bénéficié de nouveaux systèmes d'eau et d'assainissement. Un enseignement en matière d'hygiène et de maintenance des systèmes a été dispensé pour répondre aux besoins en eau à long terme de la population. Plus de 100 000 personnes dans 68 pays ont bénéficié d'une formation en réanimation néonatale. L'organisation a participé à 58 projets de vaccination dans 26 pays. L'Initiative Benson Food a aidé plus de 120 000 personnes dans 43 pays. De 2011 à 2014, l'organisation a dirigé une aide de secours d'urgence par le biais de 455 projets dans 119 pays.

3. Fondation Lama Gangchen pour la paix dans le monde

Statut consultatif spécial, 2007

Introduction

La Fondation Lama Gangchen pour la paix dans le monde est une organisation non gouvernementale qui s'emploie activement à promouvoir une culture de paix et de meilleurs modes de vie afin de promouvoir la paix mondiale.

Objectifs et mission

La Fondation vise à atteindre ses objectifs en coopérant dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de la spiritualité et de la conservation des cultures autochtones. Elle appuie les programmes des Nations Unies consacrés à aider les pays en développement à parvenir à l'autonomie.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation observe la Journée mondiale de l'environnement, la Journée mondiale de la lutte contre le sida, la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle et la Journée du Vesak. Elle est membre fondateur du Comité des ONG sur la spiritualité, les valeurs et les préoccupations mondiales, à Genève et à New York, de même que membre du Comité pour la liberté de religion et de croyance. L'organisation encourage la proposition de création d'un forum spirituel permanent pour la paix mondiale aux Nations Unies. Pour soutenir la Campagne de préservation des cultures et des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'organisation prie et plante chaque année des arbres à Borobudur (Indonésie).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fondation a pris part aux cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York, et elle a été co-auteurs de 3 déclarations orales à la cinquante-sixième session. Elle a aussi participé régulièrement aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève, appuyant la création d'une Déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix en collaboration avec la Société espagnole pour le droit international des droits de l'homme. Elle a été co-auteur des déclarations orales présentées au Conseil des droits de l'homme par la Société espagnole pour le droit international des droits de l'homme pendant ses vingt-troisième, vingt-sixième et vingt-septième sessions.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation est engagée dans l'aide humanitaire au niveau local en coopération avec Action 21 du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la campagne « Un milliard d'arbres pour la planète », de même qu'à la campagne de préservation des cultures de l'UNESCO, au Népal et au Tibet, dans la région autonome de Chine, au Borobudur (Indonésie) et en Italie. Elle entreprend des projets de soins de santé à l'appui des programmes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de « Santé pour tous ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Certains des projets entrepris par la Fondation comprennent :

- L'enseignement scolaire et non scolaire pour une vie meilleure, la formation professionnelle aux produits d'artisanat, aux médicaments, à l'encens traditionnels de l'Himalaya, des centres de soins et des conférences sur les médecines traditionnelles au Népal, au Tibet et dans la région autonome de Chine;
- Des projets écologiques et agricoles en mettant l'accent sur la relance des cultures alpines en Italie;
- Le programme Être en paix avec les enseignants et les étudiants dans de grandes écoles au Brésil;
- Un Programme pour la paix de l'environnement en Amazonie (Brésil).

4. Institut coréen pour les femmes et la politique

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

L'Institut coréen pour les femmes et la politique a été créé en tant qu'organisation non partisane et sans but lucratif en vue de favoriser l'inclusion des femmes dans la vie politique.

Objectifs et mission

L'Institut s'emploie à mobiliser la volonté politique des femmes coréennes, à promouvoir une culture politique démocratique au sein de la société coréenne et à organiser des programmes d'éducation et de formation pour les futures dirigeantes politiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut a mobilisé l'opinion publique en faveur des Nations Unies par les manifestations suivantes :

- Des formations sur « le service des réseaux sociaux et la participation des femmes à la vie politique »;
- La 33e Assemblée générale du Conseil international des femmes sur le thème « Progrès pour les femmes, progrès pour tous », du 17 au 23 septembre 2012;
- La Commémoration de la Journée internationale de la femme sur le thème « Un monde sans violence à l'égard des femmes, où tout le monde est heureux », le 8 mars 2013;
- La Convention de la Fédération des associations des femmes d'Asie-Pacifique sur le thème « Autonomisation des femmes pour l'égalité des sexes dans la région Asie-Pacifique », du 14 au 17 octobre 2014, à Séoul (République de Corée).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé et tenu des manifestations parallèles à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York. Ces manifestations comprenaient : « Élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles », le 6 mars 2013 et « Égalité des sexes et autonomisation des femmes dans la région Asie-Pacifique », le 13 mars 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération précise.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut a organisé et participé à de nombreuses manifestations à l'appui du 3e objectif du Millénaire pour le développement, entre autres :

- Les Conventions nationales annuelles des femmes;
- Les grands débats annuels pour commémorer la Journée internationale de la femme;
- La manifestation « Académie du leadership politique des femmes » pour la préparation des élections locales, le 1er octobre 2013;

- Le Forum sur « Les mesures juridiques et institutionnelles pour augmenter le nombre de fonctionnaires femmes », le 10 décembre 2013;
- Un grand débat sur « 6.4 Les élections locales et les femmes », le 3 avril 2014.

5. Internationale libérale

Statut consultatif général, 1995

Introduction

Internationale Libérale est la fédération mondiale des partis politiques libéraux qui sert de forum international où les partis au pouvoir et les partis d'opposition se rencontrent pour échanger des idées et favoriser le dialogue, la consultation et l'inspiration pour la création, l'approfondissement et la consolidation de la démocratie (libérale). Elle compte actuellement 90 partis membres et 11 organisations coopérantes de 67 pays et territoires du monde entier.

Objectifs et mission

Internationale Libérale a été fondée pour renforcer et promouvoir la dissémination de valeurs libérales de base, telles que la liberté individuelle, les droits de l'homme, l'état de droit, la tolérance, l'égalité des chances dans l'emploi, la justice sociale, le libre-échange et une économie de marché.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période mentionnée dans le rapport, l'organisation a entrepris les activités suivantes :

- Elle a publié des déclarations sur la Journée internationale de la femme des Nations Unies, sur la Journée internationale contre l'homophobie et la Journée internationale des droits de l'homme;
- Elle a organisé une conférence intitulée « La responsabilité du principe de protéger : une approche libérale? » à Londres, les 14 et 15 septembre 2011;
- Elle a organisé des groupes d'étude, tels que « Des femmes fortes en tant que force du changement : le printemps arabe et au-delà », à Barcelone (Espagne), le 31 mars 2012 et « Le rôle des femmes dans la lutte contre la criminalité organisée » à Antigua, le 19 octobre 2013;
- Elle a co-accueilli le Sommet de Genève pour les droits de l'homme et la démocratie, le 24 février 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a présenté des déclarations orales et écrites à de nombreuses sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, au titre du point 3 de l'ordre du jour général, à Genève. Elle a tenu une manifestation parallèle sur la protection des droits de l'homme dans les zones de conflit à la vingt-troisième

session du Conseil des droits de l'homme, le 30 mai 2013. Elle a également organisé une manifestation parallèle conjointe avec UN Watch sur la prévention et l'élimination de la violence pendant la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, en 2014, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Internationale libérale a tenu une réunion avec le Haut-commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés et le Directeur adjoint des Nations Unies pour la protection internationale du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans le cadre de la vingt-troisième session du Conseil des droits de l'homme, le 30 mai 2013. Elle a également rencontré le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des migrants, le Chef du Département du droit international des migrations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Chef du Département de la migration de la main-d'œuvre de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans le cadre de la vingt-sixième session du Conseil des droits de l'homme, le 12 juin 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Une des initiatives les plus importantes est la remise du « Prix pour la liberté » de l'Internationale libérale décerné chaque année à des personnes qui se sont distinguées par une contribution exceptionnelle à la promotion de la liberté et des droits de l'homme. Le prix de 2014 a été décerné à Mme Waris Dirie, ancienne Ambassadrice spéciale des Nations Unies pour l'élimination des mutilations génitales féminines. L'organisation publie également un Bulletin trimestriel sur les droits de l'homme. Le premier numéro était axé sur l'élimination des inégalités entre les sexes dans le monde.

6. IOGT International

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'IOGT International est l'interlocuteur mondial principal pour les mesures de politique générale reposant sur des données factuelles et les interventions communautaires ayant pour but de prévenir et de réduire les ravages de l'alcool et autres drogues. Il représente 122 organisations non gouvernementales de 54 pays.

Objectifs et mission

L'organisation s'efforce de permettre aux gens de vivre pleinement leur potentiel, sans les dommages causés par l'alcool et d'autres drogues, de façon à ce qu'ils puissent contribuer activement à tous les niveaux de la société.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation promeut les droits des femmes et des filles et s'occupe en particulier de la violence à l'égard des femmes liée à l'alcoolisme. Elle a soutenu des initiatives et des campagnes liées aux Nations Unies telles que Toutes les femmes, tous les enfants et la Journée orange. Elle s'attache également à renforcer les droits de l'enfant, tels qu'ils sont inscrits dans la Convention sur les droits de l'enfant. L'IOGT International a œuvré au niveau mondial pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de l'Organisation mondiale de la santé visant à réduire l'usage nocif de l'alcool. L'IOGT International a contribué à de nombreuses consultations politiques, notamment aux discussions sur le programme pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable ainsi qu'à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue en 2016.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IOGT International a participé à toutes les sessions de la Commission des stupéfiants au cours de laquelle elle a organisé une manifestation parallèle en 2014, à la Commission sur la condition de la femme en 2013 et 2014 et à l'Assemblée mondiale de la santé de l'OMS en 2013 et 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les organisations membres de l'IOGT International collaborent étroitement avec les organismes des Nations Unies aux niveaux régional et national : au Sri Lanka, elles ont coopéré avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour traiter des dommages causés par l'alcool; au Cambodge, l'organisation membre a collaboré avec l'OMS pour aider le Gouvernement et le Parlement à formuler une politique nationale de l'alcool; en Inde, leurs membres font partie des équipes d'experts de l'OMS qui se penchent sur les épidémies de maladies non transmissibles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IOGT International a publié du matériel et des articles pour sensibiliser les populations au rapport entre le VIH/Sida et l'alcool, l'alcool et la pauvreté, l'alcool et la violence, en particulier la violence sexiste, et l'industrie de l'alcool et l'alimentation et la sécurité de l'approvisionnement en eau.

7. Isfahan Human Rights and Development Organization

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Isfahan Human Rights and Development est une organisation locale établie en Somalie, centrée sur le développement et l'assistance communautaire.

Objectifs et mission

Isfahan Human Rights and Development a pour objectif de rendre l'individu autonome. Elle aide les communautés non seulement à gérer leurs problèmes actuels mais aussi à prévoir l'avenir ainsi qu'à améliorer leurs conditions de vie en s'appuyant sur leurs propres connaissances et compétences.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Toutes les interventions de l'organisation contribuent aux activités de l'Organisation des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Isfahan Human Rights and Development a assisté à des réunions organisées par les Nations Unies pour acquérir plus de connaissances au sujet des opérations humanitaires, des droits de l'homme et des interventions des Nations Unies en Somalie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Isfahan Human Rights and Development agit en étroite coopération avec toutes les entités des Nations Unies qui s'efforcent d'aider les populations dans le besoin en Somalie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les mesures prises par l'Organisation soutiennent les OMD puisqu'elles tendent à soutenir les gens dans le besoin et à les aider à trouver de nouvelles sources de production et d'emploi.

8. Japan Federation of Bar Associations**Statut consultatif spécial : 1999****Introduction**

La Japan Federation of Bar Associations (JFBA) est un organisme fédéral qui comprend 52 associations locales du barreau au Japon, des avocats à titre individuel, des associations professionnelles de juristes, des avocats étrangers enregistrés et d'autres membres.

Objectifs et mission

Elle oriente, fait la liaison entre tous ses membres et les supervise; elle est le garant de leur dignité et elle améliore et fait progresser l'administration de ses membres.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération a fourni au Gouvernement japonais une assistance juridique pour les demandeurs d'asile et organisé des séminaires de renforcement des capacités à l'intention des avocats qui s'occupent de cas concernant les réfugiés en coopération avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), pendant la période 2011-2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé, et occasionnellement fait des déclarations écrites et/ou orales, et rédigé des rapports, aux réunions suivantes :

- L'Examen périodique universel du Japon, à Genève, en octobre 2012;
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants - Japon, Genève, en mai 2013;
- La quatre-vingt-cinquième session de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à Genève, en août 2014;
- Toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York;
- La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à Vienne, en 2011, 2012 et 2014;
- La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, à Vienne, en octobre 2012 et en octobre 2014;
- La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, au Maroc, en octobre 2011 et au Panama, en novembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération a accueilli plusieurs hauts fonctionnaires des Nations Unies représentant le Comité des droits des personnes handicapées, le Département des normes internationales du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) et le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à Tokyo, pour des réunions et des discussions.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Comité de la Fédération sur la pauvreté a fait plusieurs propositions de politique générale au Gouvernement japonais pour alléger la pauvreté, notamment une proposition relative à l'expansion du champ d'application de l'assistance juridique. La Fédération a présenté un document sur le projet de Code de conduite pour les futurs experts, en tant que partie prenante à l'initiative du G7 pour donner

aux pays en développement des compétences en matière de négociation de contrats commerciaux complexes sur les secteurs de l'extraction (initiative Connex).

9. Jeune Chambre Internationale

Statut consultatif général : 2011

Introduction

La Jeune Chambre Internationale (JCI) est un réseau mondial de 176 000 jeunes citoyens actifs, âgés de 18 à 40 ans, venant de 125 pays, engagés et déterminés à créer un impact dans leurs communautés.

Objectifs et mission

La JCI a pour objectif d'offrir des possibilités d'emplois propres à habiliter les jeunes à créer un changement positif.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Jeune Chambre Internationale a créé le Cadre des citoyens actifs en 2011 comme feuille de route pour faire progresser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Pendant la période considérée dans le rapport, les membres ont levé plus de 2 millions de dollars et amené des centaines de milliers de jeunes à participer activement à la campagne « Rien que des filets » de la Fondation des Nations Unies. L'organisation a recueilli plus de 8000 voix pour la campagne « MON monde » en 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial des Nations Unies, les 19 et 20 septembre 2013, à New York;
- Sommet pour le bien social : l'organisation a parlé des projets que ses membres mènent pour sensibiliser au paludisme, du 22 au 24 septembre 2013, à New York;
- Manifestation de reconnaissance du partenaire MON Monde de la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le 25 septembre 2013, à New York;
- Forum de la jeunesse de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en 2011 et 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a signé un mémorandum d'accord avec l'Organisation panaméricaine de la santé pour améliorer la promotion de la santé et la prévention des maladies en mai 2011. Elle a signé un mémorandum d'accord avec la Campagne

Objectifs du Millénaire des Nations Unies pour motiver les jeunes à prendre des mesures ciblées, à renforcer la voix des jeunes dans le développement et la mise en œuvre du programme mondial de développement pour l'après-2015 et à mettre en place un Fonds mondial d'engagement des jeunes, le 26 septembre 2014, à New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation a :

- Participé au Rallye Budapest-Bamako en 2011, pour collecter des fonds afin de distribuer 4000 filets dans le cadre des efforts de lutte contre le paludisme;
- Fourni aux enfants des rues de la nourriture et des biens de première nécessité, et leur a donné accès à l'éducation, au Ghana;
- Enseigné à des femmes entrepreneurs la gestion financière et leur a donné des connaissances à propos des prêts bancaires, au Bangladesh et au Pakistan;
- Éduqué les résidents sur les dangers que présentent les grossesses d'enfants et d'adolescentes, au Brésil;
- Fourni des lampes solaires aux familles qui n'ont pas l'électricité, aux Philippines.

10. Join Together Society

Statut consultatif spécial, 2007

Introduction

La Join Together Society mène des campagnes et organise des programmes à l'intention des personnes âgées et handicapées ainsi que des programmes de solidarité avec des ONG nationales. Affiliée à la Jungto Society, elle a des chapitres nationaux dans 9 villes de la République de Corée ainsi que des chapitres outre-mer en République populaire démocratique de Corée, aux États-Unis d'Amérique et en Allemagne.

Objectifs et mission

Elle a pour mission d'apporter l'espoir, l'autonomisation et l'autosuffisance aux communautés défavorisées et de travailler avec les membres des communautés pour susciter le changement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Société a mis en œuvre des projets en Inde, aux Philippines, au Cambodge, en Indonésie, au Myanmar, dans la République démocratique populaire lao et dans la République populaire démocratique de Corée qui contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les domaines de l'élimination de

la pauvreté, de l'éducation primaire pour tous, de la réduction de la mortalité infantile, de l'amélioration de la santé maternelle et de la lutte contre les maladies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le représentant de la Join Together Society a participé au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, accueilli par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Pacte mondial des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Busan (République de Corée), le 30 novembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Join Together Society a fourni une aide humanitaire et contribué à des mesures de réponse rapide au lendemain du typhon Haiyan aux Philippines, en 2013, en partageant des informations avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) au sujet de la situation sur le terrain et des types d'aide qui étaient nécessaires.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant la période considérée dans le rapport, la Join Together Society a fourni de la nourriture à 12 000 personnes dans 53 lieux (orphelinats, maisons de retraite et écoles d'éducation spéciale) en République populaire démocratique de Corée. Elle a aussi fourni des aliments pour bébés et des aliments nutritionnels à 434 enfants souffrant de malnutrition sévère et d'insuffisance pondérale dans l'État du Bihar (Inde). La Join Together Society a offert un enseignement primaire à quelque 1700 élèves en faisant fonctionner la Sujata Academy dans l'État du Bihar (Inde). Elle a aussi construit 5 écoles élémentaires dans la province de Ratanakiri (Cambodge) et 11 dans des villages éloignés de Mindanao (Philippines).

11. Jubilee Campaign

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

La Jubilee Campaign promeut les droits de l'homme et la liberté religieuse des minorités ethniques et religieuses dans le monde

Objectifs et mission

La Jubilee Campaign signale les violations des droits de l'homme, met en œuvre des programmes d'enseignement, publie et diffuse des statistiques et des données fiables et distribue à ses affiliés les rapports et les résolutions publiés par les organes des Nations Unies chargés de la défense des droits de l'homme. L'organisation travaille en réseau avec d'autres ONG, présente des témoignages précis, fait des recommandations, facilite la mise en œuvre des recommandations des organes des Nations Unies et soutient les programmes et objectifs des déclarations et des pactes des Nations Unies.

Changements à signaler

La Jubilee Campaign n'a plus d'affilié australien mais elle en a gagné un en Afrique du Sud.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a présenté un certain nombre de rapports au mécanisme d'examen périodique universel ainsi qu'au Conseil des droits de l'homme pour plusieurs pays. Elle a permis à ses partenaires de communautés minoritaires souffrant de persécutions de s'exprimer dans les instances des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Jubilee Campaign a participé aux sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève et aux sessions de l'Assemblée générale à New York. La Jubilee Campaign a présenté des interventions, des rapports et organisé un certain nombre de manifestations parallèles à l'occasion du Conseil des droits de l'homme dans les domaines de sa compétence. Elle a également soumis des rapports à l'Examen périodique universel et autres mécanismes du Conseil économique et social.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Jubilee Campaign diffuse les rapports du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale à ses partenaires dans le monde. Elle a participé à la table ronde pour la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée du Conseil des droits de l'homme ainsi qu'à la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République démocratique populaire de Corée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Jubilee Campaign et ses partenaires ont créé des orphelinats pour enfants. Elle a mis sur pied un foyer VIH/Sida à Mumbai (Inde) pour les enfants laissés orphelins par cette maladie; ce foyer leur donne les soins médicaux et psychologiques essentiels. Elle a aussi créé des foyers pour les enfants de prostituées afin de les empêcher de contracter le VIH/Sida et d'être vendus sur le marché de la prostitution.

12. Kikandwa Rural Communities Development Organization

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

La Kikandwa Rural Communities Development Organization (KIRUCODO) a été lancée par un petit groupe d'habitants de la campagne qui avaient de petites activités génératrices de revenus pour gagner leur pain quotidien afin d'être autonomes dans le Conseil-1 local du village de Kikandwa, une région de l'Ouganda ayant des difficultés sociales et économiques dévastatrices.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif d'habiliter les communautés rurales en détresse. Elle cherche à améliorer le développement social, économique et éducatif par des technologies appliquées, un apprentissage actif sur le tas, la recherche et la promotion de meilleures pratiques agricoles.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué par les activités suivantes :

- Formation des jeunes et autres membres de la communauté à des activités pratiques qu'ils peuvent facilement appliquer pour éliminer la pauvreté;
- Construction de réservoirs en béton pour la récupération de l'eau de pluie pour les écoles et communautés rurales qui permettent à plus de 900 enfants d'avoir accès à de l'eau salubre;
- Dons de matériel scolaire à des écoles rurales pauvres dans le District de Mukono, au bénéfice de plus de 1850 enfants scolarisés dans les communautés rurales de l'Ouganda;
- Aide humanitaire aux personnes âgées et handicapées des zones rurales permettant d'atteindre plus de 800 personnes âgées défavorisées dans le District de Mukono en Ouganda;
- Compétences entrepreneuriales données à des étudiants par des activités génératrices de revenus gérables afin de leur permettre de collecter des fonds pour un enseignement de qualité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté notamment à la cinquante-sixième session de la Commission du statut de la femme, du 27 février au 9 mars 2012 à New York et à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement, le 23 septembre 2013 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération précise.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a participé et contribué à Vision 2040, le programme de développement pour l'après-2015 du Gouvernement ougandais. Ses projets portent sur les thèmes du VIH/Sida, des droits de l'homme, de l'éducation et des connaissances sur la santé sexuelle et procréative.

13. Legiao Da Boa Vontade

Statut consultatif général : 1999

Introduction

L'organisation Legião da Boa Vontade (LBV) fournit des services socioéducatifs à des personnes en situation de vulnérabilité sociale dans 150 villes de sept pays : l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), le Brésil, les États-Unis, le Paraguay, le Portugal et l'Uruguay.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission de promouvoir le développement social, l'éducation et la culture dans un esprit œcuménique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a fourni plus de 48 millions de services à des enfants, des jeunes, des femmes et des personnes âgées vivant en état de vulnérabilité sociale pendant la période considérée dans le rapport. Elle s'efforce d'éliminer la pauvreté par l'éducation, la promotion du développement durable et la culture de paix.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme et aux débats de haut niveau du Conseil économique et social (ECOSOC) à Genève et à New York. L'organisation a présenté des déclarations orales et écrites au cours de toutes ces manifestations. Elle a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), du 13 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro (Brésil). Elle a coparrainé et présenté les meilleures pratiques au Forum de la société civile de l'ECOSOC sur « Construire des partenariats dans le domaine de l'éducation par la science, la technologie et l'innovation », le 16 mai 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a promu le Forum annuel à partenaires multiples du Réseau de la société solidaire et de la Foire de l'innovation pour se préparer aux sessions annuelles de fond du débat de haut niveau de l'ECOSOC, avec l'appui du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et des Centres d'information des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a fourni une aide contre la faim, une aide humanitaire et des cours de formation professionnelle à près de 500 000 personnes vulnérables pendant la période considérée dans le rapport. Elle entretient neuf écoles à plein temps. De 2011 à 2014, plus de 80 000 enfants et jeunes adultes ont reçu un enseignement de

qualité et une aide sociale de base comme des repas, des collations, des vêtements, des fournitures scolaires et des activités de loisirs. L'organisation a également travaillé activement pour promouvoir l'égalité des sexes en donnant aux femmes de communautés à faible revenu l'occasion de gagner leur vie grâce à des cours générateurs de revenu, des soins de santé, des soins prénataux ainsi qu'une aide psychologique et judiciaire. Plus de 25 000 femmes ont bénéficié d'une aide au Portugal, aux États-Unis d'Amérique et au Brésil. Elle a organisé des ateliers d'hygiène dentaire, des contrôles dentaires, des ateliers de prévention du cancer et des consultations médicales, en aidant plus de 65 000 personnes.

14. Life Ethics Educational Association

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

La Life Ethics Educational Association est une organisation non gouvernementale dont le siège est au Canada. L'Association a pour but de sensibiliser le public aux questions relatives au « droit à la vie », en particulier avant la naissance et à la fin de la vie.

Objectifs et mission

La mission de l'association consiste à faire campagne en faveur du fœtus, du handicapé, de l'infirme et de la personne âgée en promouvant le respect de toute la vie humaine depuis la fécondation et jusqu'à la mort naturelle. Elle vise à promouvoir la compréhension du public aux questions relatives à la vie, notamment le développement fœtal, l'avortement, les nouvelles techniques de reproduction, l'adoption, les soins palliatifs, l'euthanasie, les expériences sur l'homme, le syndrome post abortif et toutes autres questions portant atteinte au respect de la vie humaine. L'association diffuse des informations et tient des réunions, des colloques et des conférences sur ces questions.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Outre le fait qu'elle participe à des réunions des Nations Unies, l'association a établi un partenariat avec d'autres ONG accréditées auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) pour aider à organiser des manifestations pour la communauté plus large des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'association a participé aux réunions suivantes :

- La session spéciale de l'Assemblée générale sur le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, le 22 septembre 2014;
- La réunion du haut niveau de l'Assemblée générale sur la jeunesse, à New York, les 25 et 26 juin 2011;

- Les cinquante-cinquième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission sur la condition de la femme, à New York;
- Les quarante-quatrième, quarante-cinquième et quarante-septième sessions de la Commission sur la population et le développement, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération précise.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'association éduque les jeunes sur les travaux des Nations Unies, en ce qui concerne notamment les objectifs 2, 3, 4 et 5 du Millénaire pour le développement et organise des séances de formation à l'intention de ses bénévoles avant la participation aux réunions des Nations Unies, afin qu'ils soient en mesure de discuter avec les autres représentants d'organisations non gouvernementales, les fonctionnaires des Nations Unies et les représentants dans les pays. Elle a formé plus de 50 jeunes volontaires qui ont participé, comme ses représentants, à des conférences des Nations Unies. Ils deviennent de véritables avocats pour sensibiliser aux OMD.

15. Life for Relief and Development

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Depuis sa création en 1992, Life for Relief and Development a distribué plus de 400 millions de dollars en aide humanitaire dans le monde entier.

Objectifs et mission

L'organisation se consacre à alléger les souffrances humaines indépendamment du sexe, de la race, ou des orientations philosophiques et politiques. Elle apporte une aide aux personnes dans le monde par des soins de santé, l'éducation, une assistance aux victimes sociales et économiques et aux victimes de la faim, des catastrophes naturelles, des guerres et autres.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'est efforcée de faire progresser les travaux des Nations Unies par des programmes dans les domaines suivants :

- Promotion de la femme : elle a dispensé un enseignement et des cours de formation aux femmes, soutenu la création d'emplois et de micro-projets et amélioré la santé maternelle et infantile;

- Développement social et population : elle a participé à l'abaissement des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans et amélioré la protection de l'enfant par des programmes d'alimentation et de santé, la construction de dispensaires et d'hôpitaux, la fourniture de soins de santé gratuits ou à prix réduits, la mise à disposition de chaises roulantes et d'appareils d'aide aux personnes handicapées, et des programmes de parrainage pour les orphelins;
- Développement durable : elle a donné l'accès à de l'eau salubre en creusant des puits, en installant des réservoirs d'eau et en fournissant des comprimés de purification de l'eau.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au Segment humanitaire du Conseil économique et social (ECOSOC), du 15 au 17 juillet 2013, à Genève et à la Convention sur les droits de l'enfant, le 20 novembre 2014, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le 27 août 2014, l'organisation a signé un Accord de coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, en donnant 500 000 dollars en aide humanitaire à la Bande de Gaza (État de Palestine). Elle a également travaillé avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) à l'évaluation des centres de soins de santé en République d'Iraq.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a fourni des animaux fécondés, des charrettes à âne et à cheval, distribué des aliments et des articles non alimentaires, des outils agricoles et des semences aux réfugiés, aux pauvres et aux familles déplacées pour réaliser le premier des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a construit et rénové 6 écoles, distribué des livres et du matériel scolaire à des écoles, des collèges et des universités, à l'appui de l'objectif 2. Elle a fourni un soutien psychosociologique et enseigné à des veuves et des femmes qui vivent dans des zones de guerre et à des réfugiées au Moyen-Orient à coudre, tricoter et crocheter pour qu'elles deviennent auto-suffisantes au titre de l'objectif 3. En ce qui concerne les objectifs 4, 5 et 6, L'organisation a construit des dispensaires, des hôpitaux et des orphelinats, dispensé des soins médicaux gratuits aux enfants et aux femmes enceintes, distribué des trousseaux d'hygiène aux réfugiés et aux familles déplacées et des fournitures médicales et des médicaments pour lutter contre les maladies, des moustiquaires imprégnées et des chaises roulantes aux personnes handicapées. En ce qui concerne l'objectif 7, elle a creusé 163 puits et installé des unités de purification de l'eau dans les écoles et les dispensaires et des réservoirs d'eau dans les bâtiments d'habitation et communautaires.